

Travaux des équipements de
mobilité dont les courants faibles
des deux parkings relais de la
phase TEO 3C et des stations
BHNS

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°
Date limite de remise des plis
Procédure de passation

2024084
09/01/2025 à 12:00
Appel d'offres ouvert
(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Saint-Brieuc Armor Agglomération

Service Commande Publique

Représentant : Monsieur le Président de Saint-Brieuc Armor Agglomération

Adresse :

5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie

22000 SAINT-BRIEUC

Courriel : marchespublics@sbaa.fr

Site internet : <https://www.saintbrieuc-armor-agglo.bzh>

La personne en charge du dossier est : Service Commande Publique - Audrey LARHANT
02.96.77.20.78 marchespublics@sbaa.fr











■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Travaux des équipements de mobilité dont les courants faibles des deux parkings relais de la phase TEO 3C et des stations BHNS .**

Les travaux concernent les deux P+R et les stations BHNS de la troisième section du projet du BHNS TEO (tronçon 3C), entre le giratoire Pablo Neruda et le P+R des Plaines pour la partie Ouest (environ 1.4 km), et au niveau du P+R Avenir pour la partie Est, ainsi que les stations BHNS de la troisième section du projet du BHNS TEO (tronçon 3B), entre la rue de la Corderie et le giratoire Pablo Neruda (environ 1,3 km).

Code CPV	Libellé CPV
45310000	Travaux d'équipement électrique

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Travaux des équipements de mobilité dont les courants faibles des deux parkings relais de la phase TEO 3C et des stations BHNS des phases TEO 3B et 3C
 Acheteur	Saint-Brieuc Armor Agglomération
 Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
 Structure	Lot unique_Lot intégré à l'opération Travaux d'aménagement de la troisième section du projet du BHNS TEO (tronçon 3C) entre le giratoire Pablo Neruda et le P+R des Plaines Villes pour l'ouest et le P+R Avenir et rue adjacentes pour l'Est.
 Lieu d'exécution	Saint-Brieuc Ploufragan
 Délai	10 mois
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	Définies au CCAP
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en 4 lots :

LOTS déjà attribués et notifiés :

Type	Objet, délai
Lot	Lot n°1 : Terrassements - Voirie - Réseaux - Signalisation – Mobilier (CPV 45112500-0 : Travaux de terrassement)
Lot	Lot n°2 : Réseaux secs : <i>Le marché concerne : la réalisation de génie civil avec prédisposition de fourreaux, la signalisation lumineuse de trafic (SLT) en carrefours et la mise en œuvre de la priorité aux transports en commun dans les carrefours.</i> (CPV 45233294-6 : Installation de signalisation routière - 45222000-9 : Travaux de construction d'ouvrages de génie civil, excepté ponts, tunnels, puits et passages souterrains)
Lot	Lot n°3 : Aménagements paysagers : <i>Travaux d'aménagements paysagers.</i> (CPV 45112710-5 : Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts)

LOT concerné par cette consultation :









■ Lot	Lot n°4 : Équipement courants faibles des P+R. (CPV 45310000 : Travaux d'équipement électrique)
-------	--

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ **Déroulé et planning indicatif de la consultation :**

	Publication de la consultation	novembre 2024
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	décembre 2024
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	janvier 2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	janvier 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	février 2025
	Information des candidats non retenus	février 2025
	Signature et notification du contrat	mars 2025
	Démarrage des prestations	mars 2025

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. (2024084)

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de la consultation
- A.E : Acte d'engagement
- BPU : bordereau des prix unitaires qui devra être intégralement complété sous peine d'irrégularité de l'offre.
- DQE : détail quantitatif estimatif qui devra être intégralement complété sous peine d'irrégularité de l'offre.
- CCAP

Pièces techniques écrites :

- CCTP
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Diagnostics amiante chaussée
- L'ensemble des DT
- Cahier des Clauses Fonctionnelles de Chantier (C.C.F.C.)
- Fiches de suivi FURET
- Généralités travaux FURET : Les enjeux du projet et les particularités à prendre en compte
- CCTP Lots 1, 2, 3
- Un fichier voirie des Plaines Villes comprenant
 - Les tests d'infiltration pour les plaines Villes
 - étude géotechnique
 - plan de recollement de voirie
 - coupe structure et chaussée
 - essai de plaques
 - fiches technique des matériaux
 - une étude CEREMA point zéro de mai 2016
- Planning prévisionnel des travaux
- Annexe 1 CCTP Abri vélos

Pièces graphiques :

- Un dossier de plans comprenant (PDF)
- un cahier des structures de voirie
- un carnet de détails
- un plan de plantations et de mobiliers (4 planches)
- des plans d'implantation des équipements P+R Avenir et Plaines Villes (planches)
- des plans de nivellement (5 planches)
- des plans voirie (5 planches)
- plans de réseaux (6 planches)
- un phasage de travaux

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches.megalix.bretagne.bzh>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificats Qualité	Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à des spécifications techniques, ou à défaut, preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité .
Qualifications ou certifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Économie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Économie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
Titres d'études et professionnels	Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles (moyens humains et techniques) et financières du sous-traitant avec les formulaires DC1 (dont pouvoir de représentation), DC2 ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- les attestations fiscales (paiement impôts+déclaration TVA+paiement TVA) et sociales, de moins de 6 mois ;
- attestation d'assurances ;
- le numéro unique d'identification délivré par l'Insee de moins de 3 mois ;
- un RIB ;
- conditions de modalités de révision des prix sur le DC4.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement</i>
BPU	<i>Bordereau de prix unitaire intégralement complété sous peine de non conformité de l'offre</i>
DQE	<i>Détail quantitatif estimatif intégralement complété sous peine de non conformité de l'offre</i>
Mémoire technique	<i>Mémoire technique : le mémoire technique du candidat devra suivre la structure définie ci-dessous.</i>
Planning prévisionnel d'exécution	<i>Planning prévisionnel des temps impartis par tâche et phase technique</i>

- Structure du mémoire technique

Dans l'élaboration de son mémoire technique, le candidat devra respecter la structure suivante :

1 - chapitre sur la méthodologie d'exécution des prestations qui abordera

1. la compréhension des enjeux de l'opération
2. la méthodologie de travaux en réponse au CCTP
3. le repérage et la prise en compte des contraintes du chantier
4. le phasage des travaux par secteur
5. le planning des tâches
6. la prise en compte des interventions des autres lots
7. les propositions d'optimisation des délais
8. le contrôle de la qualité

2 - un chapitre sur les moyens matériels et techniques dédiés qui présentera

1. les moyens humains envisagés sur le chantier
2. l'organigramme, la composition et l'organisation de l'équipe
3. les moyens mobilisables en cas de nécessité
4. les tâches envisagées à la sous traitance
5. les moyens techniques mobilisés pour le chantier (matériels, logiciels, équipements)

3 - Un chapitre sur les fournitures prévues

1. description des fournitures prévues
2. provenance des fournitures
3. modalités d'approvisionnement

4 - Un chapitre spécifique à la méthode furet

1. points sensibles repérés (site, école, commerces...)
2. l'identification des nuisances par secteur
3. les propositions principales, originales ou innovantes en terme de réduction des nuisances

5 - un chapitre spécifique sur les performances environnementales sur le chantier

1. actions en terme de réduction de GES
2. actions de réduction de production de déchet
3. actions en terme de gestion de déchets
4. actions en terme de ré-emploi ou de recyclage
5. actions remarquables en termes de performances environnementales sur ce chantier – y compris prise en compte de la GIEP

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Saint-Brieuc Armor Agglomération
5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie
22000 SAINT-BRIEUC
Contact : Service Commande Publique

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage

et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Capacités techniques	Capacités techniques évaluées au regard des compétences proposées et des moyens en personnel du candidat ou groupement de candidat.
2. Capacités professionnelles	Capacités professionnelles évaluées au regard de la qualité et la pertinence des références présentées par le candidat ou groupement de candidat, compte tenu de la nature et de la complexité du projet.
3. Capacité financière	Capacité financière du candidat ou groupement de candidats, compte tenu du montant estimatif du marché de maîtrise d'œuvre et du montant prévisionnel du projet.

■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (50 %)	Valeur technique
- Adéquation et cohérence Méthodologie d'exécution des prestations et planning (25 pts)	- Adéquation et cohérence de la méthodologie de réalisation des prestations: compréhension des contraintes de chantier (10 points) -Pertinence du phasage technique par secteur. (10 points) La proposition de phasage menée par l'entreprise sera conçue dans une perspective d'optimisation des délais. Le planning devra détailler les tâches réalisées. - Qualité de la Présentation du suivi de contrôle qualité à chaque phase du chantier (qualité technique des matériaux mis en œuvre, processus de contrôle interne de la bonne exécution des prestations.) (5 points).
- Pertinence et cohérence des Moyens humains, matériels dédiés (10 pts)	Les moyens humains (sur 5 points) Présentation du personnel encadrant (conducteur de travaux, chef d'équipe, bureau d'études) Rôle du personnel encadrant Identification des possibilités de renforts Liste des sous traitants Les moyens matériels (sur 5 points) : Liste et présentation du matériel que l'entreprise prévoit d'utiliser pour exécuter ces travaux
- Qualité des fournitures (5 pts)	Provenance des matériaux Référence des fournisseurs Joindre fiches techniques des fournitures principales.
- Engagements sur l'acceptabilité des travaux (FURET) (10 pts)	- Mesures prises pour assurer l'accessibilité des riverains et garantir l'accès aux commerces pendant la phase chantier - Réduction des nuisances acoustiques (horaires, matériel, véhicules) et visuelles (clôtures, organisation chantier, nettoyage voiries et vitrines)
2. Prix (40 %)	Le critère prix sera noté au regard du DQE fourni par le candidat selon la formule : $40 \times \text{offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre notée}$
3. Performances en matière de protection de l'environnement (10 %)	Sera évalué au regard du mémoire technique qui détaillera les mesures qui seront appliquées sur le chantier en terme de protection de l'environnement (dont actions de réduction de GES, utilisation de bio carburant, diminution de consommations de matériaux divers, actions de réduction et de valorisation des déchets, réemploi de matériaux...)

Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

Afin de garantir l'équité entre les systèmes de notation des critères « prix », « valeur technique » et « performance en matière de protection de l'environnement », la note du candidat le mieux noté en terme de « valeur technique » sera ramenée à 50, et celle du candidat le mieux noté en terme de « performance en matière de protection de l'environnement » sera ramenée à 10.

Les notes des autres candidats seront recalculées de manière proportionnelle.

Exemple : note maximale en valeur technique = 50

Total note finale du candidat : $[(\text{note du candidat}/\text{meilleure note}) \times 50]$

note maximale en performances environnementales = 10

Total note finale du candidat : [(note du candidat/meilleure note)*10]

La note globale est l'addition des notes des trois critères : prix, valeur technique et performance en matière de protection de l'environnement.

Les offres seront classées par le pouvoir adjudicateur selon la note globale ainsi obtenue.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des Prix Unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti maximum de 5 jours les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Attestation d'assurance	Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire qui devront couvrir les prestations prévues pour le chantier
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

Extrait KBIS	A remplacer par le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (nouvelle article R2143-9 du Code de la Commande Publique)
Pouvoir de signature	Le cas échéant, délégation de signature prouvant la capacité du signataire à engager l'entreprise
RIB	RIB

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

En cas d'empêchement, il convient de s'adresser à :

Pôle marchés publics - Saint-Brieuc Armor Agglomération

Téléphone : 02.96.77.20.78

Courriel : marchespublic@sbaa.fr

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES

Téléphone : 02.23.21.28.28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Télécopie : 02.99.63.56.84



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)